

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
320 chemin de Maquens
ZI la Bouriette – CS 70069
CEDEX 09
11807 CARCASSONNE

CARCASSONNE, le 19/03/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAS GRANIER INDUSTRIE DE LA PIERRE

Route d'Albi
BP 22
81230 Lacause

Références : UID11/66-C3-2023485
Code AIOT : 0006600207

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/10/2023 dans l'établissement SAS GRANIER INDUSTRIE DE LA PIERRE implanté Lacoste 11380 Miraval-Cabardès. L'inspection a été annoncée le 24/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS GRANIER INDUSTRIE DE LA PIERRE
- Lacoste 11380 Miraval-Cabardès
- Code AIOT : 0006600207
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière Granier sise sur le territoire de Miraval Cabardès est une carrière d'extraction de pierres ornementales. Le gisement est extrait au Brise-roche hydraulique (BRH), puis les pierres extraites font l'objet de tri.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- dispositions préliminaires à l'exploitation
- accès
- situation administrative
- eaux
- plan d'exploitation

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Dispositions préliminaires a l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 12/10/2023, article 2.6.1	Sans objet
3	Panneaux	Arrêté Préfectoral du 12/10/2023, article 2.6.2	Sans objet
5	Sécurisation	Arrêté Préfectoral du 12/10/2023, article 3.1.3	Sans objet
6	plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 12/10/2023, article 3.2.1	Sans objet
8	ravitaillement et l'entretien des engins de chantier	Arrêté Préfectoral du 12/10/2023, article 5.7	Sans objet
9	état de propreté	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 17	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Production moyenne	Arrêté Préfectoral du 12/10/2023, article 1.2.1	Sans objet
4	accès à la carrière	Arrêté Préfectoral du 12/10/2023, article 2.6.3	Sans objet
7	Eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 12/10/2023, article 5.3.5.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées n'a pas relevé de non-conformités majeures qui ne peut être solutionnée rapidement ni susceptible de générer un impact ou des risques importants. Quelques points restent néanmoins améliorer.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Production moyenne

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/10/2023, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Production moyenne
Prescription contrôlée : [...] Production moyenne : 8 000 t/an Production maximale : 10 000 t/an[...]
Constats :

L'exploitant a extrait 1963 tonnes en 2022 et 1744 tonnes à fin octobre 2023.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Dispositions préliminaires a l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/10/2023, article 2.6.1
Thème(s) : Autre, Bornage
<p>Prescription contrôlée : Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer : Des bornes en tous points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation. Ces bornes sur le terrain seront doublées de poteaux métalliques de deux mètres de hauteur peints en blanc ; un piquetage en tous points nécessaires pour matérialiser le périmètre d'extraction et les distances de recul imposées au présent arrêté ; le cas échéant, des bornes de nivellement permettant d'établir périodiquement des relevés topographiques des côtes mini et maxi et des différentes zones remises en état.</p> <p>Ces bornes doivent rester en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.</p>
<p>Constats : Plusieurs bornes ont été trouvées, accompagnées d'un piquet en bois d'environ 1 m peint en rouge à l'extrémité. Quelques bornes étaient manquantes. Il est demandé à l'exploitant de replacer les bornes manquantes et de les doubler de poteaux métalliques de 2 m de haut, peints en blanc.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 3 : Panneaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/10/2023, article 2.6.2
Thème(s) : Autre, Panneaux
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents : son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux, l'adresse de la mairie où le plan de remise en état peut être consulté.</p> <p>L'exploitant est tenu d'installer en tous points nécessaire : - des panneaux interdisant l'accès du public au site ; - des panneaux avertissant des dangers du site ; - des panneaux interdisant l'interdiction de décharge de quelque matériau que ce soit.</p>
<p>Constats : Il a été constaté un panneau au niveau de chacune des voies d'accès avec les informations réglementaires. Il est demandé à l'exploitant de signaler le passage de camions et la présence de la carrière par des panneaux sur le chemin vicinal allant au hameau de Lacoste et à l'entrée coté D101. Les panneaux interdisant le dépôt de déchets ou matériaux sont manquants.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 4 : accès à la carrière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/10/2023, article 2.6.3
Thème(s) : Autre, accès à la carrière
Prescription contrôlée : L'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité routière. En tant que de besoin les débouchés sur la voirie publique sont pré-signalés. A l'entrée du site est affiché un plan de circulation. L'accès à la carrière s'effectue depuis la route départementale D101 puis par les parcelles 103 et 104. L'emprunt, l'aménagement et l'entretien des chemins vicinaux, notamment le chemin communal qui dessert le hameau de Lacoste situé sur la commune de Miraval-Cabardès, régulièrement utilisés par les transports de produits, doivent se faire en accord avec l'instance locale concernée. L'exploitant procède notamment à la création d'un fossé coté est du chemin vicinal, le long des parcelles 105 et 106.
Constats : Lors de l'inspection, il a été constaté le passage de camions par les parcelles 103 et 104 depuis la RD101. L'exploitant a procédé à la création d'un léger fossé coté est du chemin vicinal, le long des parcelles 105 et 106.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Sécurisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/10/2023, article 3.1.3
Thème(s) : Autre, Clôtures
Prescription contrôlée : Durant les heures d'activité, l'accès au site est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit. Un portail empêche l'accès à la zone d'extraction en dehors des heures ouvrées. L'accès à toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou de tout autre dispositif présentant une efficacité similaire. L'exploitant doit s'assurer régulièrement du bon état et de l'entretien du dispositif de clôture. Le résultat des contrôles est consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le danger est signalé par des pancartes placées d'une part sur les chemins d'accès aux abords des travaux et des zones de stockage de déchets d'extraction inertes et d'autre part à proximité des zones clôturées.
Constats : Il n'a pas été constaté de portail empêchant l'accès à la zone d'extraction. L'exploitant a prévu d'installer un portail d'ici fin d'année. Il a indiqué positionner de gros rochers à l'entrée de la carrière pour empêcher l'accès. Une partie du périmètre d'extraction de la carrière a été inspecté. La clôture est endommagée par endroit ou recouverte par la végétation et certaines zones ne sont pas sécurisées. Le danger n'est pas signalé sur tout le périmètre. Il est demandé à l'exploitant de remettre en état les clôtures et interdire l'accès à la totalité des zones dangereuses, au moyen d'une clôture efficace ou de tout autre dispositif présentant une efficacité similaire (merlons, etc). Il est nécessaire de rajouter des pancartes signalant le danger à certains endroits.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 6 : plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/10/2023, article 3.2.1
Thème(s) : Autre, plan d'exploitation
Prescription contrôlée : Chaque année, est établi un plan d'exploitation orienté d'échelle adapté à la superficie du site. Sur ce plan sont reportés : les dates de levée ; le périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 m, la dénomination des parcelles cadastrales concernées ; les limites de sécurité et périmètres de protection institués en vertu de réglementations spéciales ; les clôtures ou tout dispositif équivalent ; les bords de la fouille ; le périmètre d'extraction ; les zones particulières de préservation écologiques ; les courbes de niveau (équidistantes, tous les 10 m d'altitude) ou les cotes d'altitude (NGF) des points significatifs et des points levés ; la position de tous ouvrages ou équipements fixes présents sur le site et dans son voisinage immédiat et, en particulier ceux dont l'intégrité conditionne la santé et la sécurité publique ; les exutoires de rejets des effluents aqueux ; l'emplacement exact du bornage ; l'étendue des zones décapées et l'emplacement des zones de stockage des déchets inertes d'extraction internes ; les limites des phases d'exploitation et de remise en état définies pour calcul des garanties financières ; les zones où l'exploitation est terminée, celles en eau, celles remblayées et celles remise en état ; les voies d'accès et chemins menant à la carrière ; les piézomètres, cours d'eau, et fossés limitrophes à la carrière.
Constats : le plan topographique transmis par l'exploitant date du 16/10/2020. Plusieurs éléments ne sont pas mentionnés : Les abords dans un rayon de 50 m, les clôtures ou tout autre dispositif équivalent, les bords de fouille, le périmètre d'extraction, l'emplacement exact du bornage, la position d'éventuel ouvrages ou équipements fixes, l'emplacement des zones de stockage des déchets inertes, les zones remblayées, les zones remises en état et la légende. Il est demandé à l'exploitant de mettre à jour le plan d'exploitation, rajouter les informations manquantes et transmettre le document à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 7 : Eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/10/2023, article 5.3.5.
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales
Prescription contrôlée : Ces eaux doivent être canalisées. Un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation est mis en place pendant la période d'exploitation afin d'éviter toute déstabilisation des dépôts de matériaux et toute pollution excessive du milieu naturel. Il doit comporter à cet effet des bassins de décantation et de régulation des débits. L'exploitant prend toutes dispositions nécessaires pour que les eaux pluviales et de ruissellement ne soient pas affectées par son activité. Tout rejet d'eaux au milieu naturel est interdit.
Constats : L'exploitant a mis en place des merlons en amont des zones en exploitation empêchant les eaux de ruissellement provenant de l'extérieur du site d'atteindre le carreau.

Les eaux de ruissellement sur la zone en exploitation sont regroupées en fond de carreau.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : ravitaillement et l'entretien des engins de chantier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/10/2023, article 5.7
Thème(s) : Risques chroniques, aire étanche
<p>Prescription contrôlée : Seul l'entretien courant (vidanges) des engins est autorisé sur le site d'exploitation. Il est réalisé sur une aire étanche aménagée fixe pour les engins sur pneus et sur une aire aménagée provisoire pour les engins à chenilles. Toute autre intervention de maintenance doit être réalisée dans des ateliers en dehors du site. Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.</p>
<p>Constats : Le ravitaillement des engins est réalisé à proximité de la cuve de carburant, sur un sol nu. Il est demandé à l'exploitant de réaliser une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 9 : état de propreté

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 17
Thème(s) : Autre, voies de circulation publiques
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit et les vibrations et l'impact visuel. L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté. Les bâtiments et installations sont entretenus en permanence. Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues. Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publiques.</p>
<p>Constats : Il a été constaté de la boue à l'entrée de la carrière, sur la RD101. Il est demandé à l'exploitant d'aménager l'accès et l'entretenir afin que les véhicules sortant de l'installation ne soient pas à l'origine de dépôt de boue sur les voies de circulation publiques.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites